

*« Nous sommes tous dans le même bateau, donc lorsque quelque chose peut avoir un sens au niveau individuel, quand on le regarde au niveau collectif, cela finit par être pire pour tout le monde. »  
(Martín Guzmán - ministre de l'Économie de la nation argentine depuis décembre 2019 - lors de la présentation du budget 2021 à la Chambre des députés)*

Au cours des 20 dernières années, il n'y en a eu que trois où la balance du commerce extérieur a été négative: 2015, 2017 et 2018. Le solde net entre les exportations et les importations a accumulé 156 850 millions (156 milliards) de dollars durant les deux décennies, soit près de la moitié d'un PIB. Le 15 septembre 2020, lorsque la Banque centrale a annoncé de nouvelles restrictions sur l'achat de dollars, le montant des réserves nettes atteignait un plancher insoutenable de 8 milliards de dollars. Où sont passés les « vrais » dollars qui entrent par le biais du commerce extérieur, et qui les contrôle?

Pour l'équipe économique de Martín Guzmán et pour le gouvernement d'Alberto Fernández, la question n'est pas seulement de savoir comment résoudre le problème du manque actuel dans les réserves, ce qui fait pression sur le taux de change. Le besoin de dollars est la principale question économique pour les prochaines années. Elle est une fois de plus mise en évidence dans la seule feuille de route actuellement visible, à savoir le projet de loi de finances 2021. Pour chaque point de croissance du produit intérieur brut (PIB), les importations devraient tripler. C'est l'une des raisons pour lesquelles Martín Guzmán a déclaré: « Nous comprenons que nous devons stimuler l'économie, mais nous comprenons qu'il existe de multiples restrictions de financement. »

Cela donne lieu au paradoxe selon lequel la « croissance » n'est pas bonne en soi. Étant au fond d'une des crises les plus profondes de l'économie argentine, sinon la plus aiguë de son histoire, toute reprise n'est pas « souhaitable » selon les paramètres officiels, mais seulement celle qui permet un excédent de devises suffisant et transforme le déficit budgétaire en un excédent. Mais même lorsque des périodes d'excédent commercial sont enregistrées, il existe de multiples autres façons dont les dollars quittent le circuit économique. Cette limitation a déjà été enregistrée le 4 août, lorsque le ministère de l'Économie a annoncé qu'il avait conclu un accord de restructuration avec les créanciers de la dette. Et même avant, lorsqu'elle a choisi de valider toute la dette extérieure au début de son mandat (10 décembre 2019), y compris celle obtenue par Mauricio Macri auprès du Fonds monétaire international (« prêt » de 50 milliards, auxquels s'ajoutent 7 milliards en juin 2018, avec la bénédiction de Christine Lagarde, alors Directrice générale du FMI - de juillet 2011 à septembre 2019 - et Présidente de la BCE depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2019).

## **Le filtre, le tamis et le « gros poisson »**

« Goutte », « fuite », sont les mots qui ont résonné dans les interviews des économistes et de divers spécialistes des médias ce 16 septembre, après que Miguel Pesce, président de la Banque centrale, et Martín Guzmán, ont annoncé la veille le durcissement du « pincement » du dollar. Le diagnostic commun des analystes est qu'il y a eu une « hémorragie » des réserves au cours des derniers mois en raison de la « fuite » persistante qui a impliqué la concurrence massive entre les épargnants pour acheter leurs 200 dollars autorisés par mois. Au cours des trois derniers mois, l'autorité monétaire a vendu plus de 3 milliards de dollars sur le marché des changes.

Mais plus qu'un endiguement, l'impression est que les nouvelles mesures équivalent à boucher la fissure d'un réservoir avec le doigt. Tôt ou tard, plusieurs analystes prédisent l'avènement d'une nouvelle dévaluation du taux de change officiel, sous l'effet de différents intérêts économiques. Parmi eux, la poignée d'entreprises engagées dans l'agro-exportation qui font également leur part

en spéculant avec 3 milliards de dollars d'exportations de céréales non écoulées jusqu'à présent cette année. Une dévaluation toucherait à nouveau le porte-monnaie des familles de travailleurs déjà punies.

Mais c'est une erreur (presque une muflerie, dirions-nous) de mettre le manque de dollars sur le compte de l'armée de 5 millions de petits épargnants dans leur course effrénée de ces derniers mois pour défendre leur épargne. Acheter des dollars dans ce contexte n'est pas n'importe quel « investissement » en l'absence de « meilleures options ». Acheter des dollars pour les thésauriser était en grande partie un acte d'autodéfense de la part des secteurs intermédiaires qui ont une chance de le faire. Il s'agissait de stratégies diverses : ceux qui n'étaient pas intéressés à avoir des dollars mais à compenser leur baisse de revenus en pesos dans le cadre de la crise en obtenant un différentiel entre l'achat de dollars par des canaux légaux et la vente sur le marché parallèle ; ceux qui cherchaient à se protéger de la dévaluation, non seulement celle « administrée » (depuis janvier, le taux de change officiel a accumulé une hausse de 24,4 % par de petites augmentations quotidiennes, au-dessus de l'inflation accumulée de 18,9 %), mais aussi une sortie, avec un effet de dévaluation, de plus en plus probable de ce goulot d'étranglement.

Il n'a pas fallu longtemps pour entendre des explications telles que le « manque de confiance » qui est provoqué par l'existence même d'un piège, ou une question d'« anticipations » qui finit par déclencher une « prophétie auto-réalisatrice » (un langage partagé par les théories économiques dominantes afin d'expliquer les phénomènes sociaux basés sur le comportement psychologique individuel). En Argentine, il y a des leçons tirées de l'histoire et les « citoyens debout » ont un thermomètre de la situation qui leur permet d'identifier les moments critiques, même si cela se fait « chez eux » et sans qu'il soit nécessaire d'avoir des « connaissances économiques ». De même, il convient d'ajouter que certains secteurs de l'économie sont déjà dollarisés, comme la propriété ou les différents tarifs des services publics qui, à plusieurs reprises, ont été ajustés au taux de change et ont, de ce fait, « compensé » les entreprises avec l'argent des consommateurs.

Cependant, on parle peu des « gros poissons » qui accèdent aux dollars au prix officiel, sans « *impuesto pais* » [impôt pour une Argentine inclusive et solidaire, portant sur certaines opérations de change] ou « serrage » (c'est-à-dire sans restriction quantitative). Parmi elles, on trouve les grandes entreprises importatrices, pour lesquelles non seulement il n'existe pas de mécanisme de restriction des changes pour les importations considérées comme non prioritaires, mais qui ont utilisé des dollars « bon marché » en surfacturant des transactions ou en déclarant des opérations qui ne se sont pas concrétisées par la suite.

Selon le journaliste Alejandro Bercovich, sur la base de croisement des données entre les douanes et la Banque centrale, seulement entre avril et mai de cette année, les importations se sont élevées à 5,8 milliards de dollars, mais les importateurs ont obtenu des devises étrangères pour 7,5 milliards de dollars. Aucune restriction n'a non plus été imposée aux grandes entreprises qui achètent pour thésauriser et pour lesquelles la Banque centrale possède des archives, en plus des nouvelles mesures qui leur permettront d'avoir accès à jusqu'à 40 % des devises étrangères dont elles ont besoin pour annuler les dettes en devises étrangères des entreprises dont l'échéance est supérieure à 1 million de dollars.

## **Restructurer la dette : plus qu'une pierre d'achoppement**

Le dollar, ou plutôt la rareté des dollars, est un problème de longue date dans notre pays qui a été communément discuté sous l'étiquette de « contrainte extérieure ». Il s'agit de l'étranglement externe chronique de l'Argentine en raison de sa structure capitaliste dépendante. La solution

offerte par les secteurs dominants à ces crises récurrentes a invariablement été des dévaluations différentes du taux de change et des ajustements supportés par les travailleurs. Martin Schorr, Alejandro Gaggero et Andres Wainer, dans leur livre *Restricción eterna. El poder económico durante el kirchnerismo* (Futuro Anterior, 2014) décrivent la manière dont, pendant le kirchnerisme (de 2003 à 2007 et de 2007 à 2015), a été maintenue une structure de pouvoir concentrée de sociétés étrangères et de groupes nationaux ayant la capacité d'influencer les « hauts » et les « bas » de l'économie et le flux de devises étrangères. Elle s'est approprié une part croissante du revenu national. Bien que nombre d'entre eux soient des exportateurs, ils sont également de grands demandeurs de devises étrangères en raison de leurs ratios d'importation élevés, pour le paiement des intérêts dus sur la dette extérieure privée, pour le transfert des bénéfices et la fuite des capitaux, entre autres.

Il va sans dire que cette orientation structurelle a été maintenue sous le gouvernement de Mauricio Macri. Le capital impérialiste domine 78 % de la valeur brute de la production (VBP) parmi les 500 grandes entreprises du pays. La fuite des capitaux s'est élevée à un montant record de 86 milliards de dollars en quatre ans.

Actuellement, deux situations se conjuguent : d'une part, ces problèmes structurels liés au retard de l'appareil productif local, notamment industriel, à la concentration et à l'exode de l'économie et à la dépendance vis-à-vis du capital financier international. Tout cela entraîne des pertes permanentes dues aux déficits sectoriels du commerce extérieur, au transfert des bénéfices des multinationales vers leurs sièges, à la fuite des capitaux et aux importants paiements du service de la dette effectués par les différents gouvernements, qui depuis la dictature ont représenté quelque 600 milliards de dollars.

En outre, l'accélération de la crise apparaît à partir de l'année 2018, après plusieurs années d'une économie qui est restée stagnante dans le cadre du soutien de plusieurs des principaux leviers des années 1990 tels que la privatisation des services publics, les lois de la flexibilité du travail, l'externalisation et la primarisation de l'économie. La gestion des déséquilibres accumulés par la PDGcratie a à son tour conduit à une crise de la dette qui a conduit directement au FMI. Bien sûr, les deux situations ont des vitesses assez différentes du même problème, dont le résultat a été développé par Esteban Mercatante dans le livre *Salir del Fondo* (Ed. IPS 2019)

Lorsque la coalition du Frente de Todos (coalition qui présentait comme candidat à la présidence Alberto Fernández et comme vice-présidente Cristina Fernández de Kirchner) a pris le pouvoir en décembre 2019, elle a fait valoir qu'il était compatible de résoudre la crise de la dette par un accord avec les créanciers extérieurs et de ne pas poursuivre l'ajustement structurel. Mais la première chose qu'elle a faite a été de faire un geste envers les détenteurs d'obligations, le FMI et les banques avec un ajustement paradoxal sur les retraités, incarné par la rhétorique de la « solidarité ».

La pandémie mondiale a été un « choc » externe qui a frappé une économie sous soins intensifs. D'une certaine manière, dans la narration, cela a permis au gouvernement d'Alberto Fernandez de ternir le diagnostic de tous les problèmes actuels et de le résumer comme une combinaison tragique de l'héritage macriste et des ravages de Covid-19. Une demi-vérité, qui cache d'importantes responsabilités propres. Si, au moment où Alberto Fernández a pris ses fonctions, la déclaration d'« urgence » a fait place à la « loi de solidarité et de relance de la production ». Elle ne permettait pas d'affronter les échéances de la dette avec les dollars disponibles et la fermeture du crédit international. L'« urgence » qui a prévalu – une fois que le coronavirus a atterri dans le pays et que les mesures d'isolement social (de confinement) ont été établies – continua d'être la « nécessité » de restructurer la dette. L'objectif central que Martín Guzmán s'était fixé au départ n'a pas été modifié d'un centimètre : légitimer et restructurer la dette publique avec les créanciers privés et le FMI afin de ramener le pays dans un nouveau cycle d'endettement et de garantir les flux de paiement.

Toute l'orientation économique de Martín Guzmán était orientée vers cet objectif, et de là découle directement et de manière cohérente chaque mesure : la suspension de la « mobilité des pensions » (soit maintien du pouvoir d'achat des retraités) qui impliquait une réduction de 8 points pour les retraités et une consolidation de la perte de 20 points de pouvoir d'achat avec Mauricio Macri ; la continuité des paiements de la dette jusqu'à la limite du possible, ce qui signifie une dépense d'au moins 4500 millions de dollars (4,5 milliards) ; la concession de 17 milliards de dollars supplémentaires aux détenteurs externes d'obligations entre une offre d'échange et une autre ; l'allocation d'un poste extraordinaire pour le Covid-19 qui implique 2,7 points de PIB — soit inférieur à l'effort budgétaire fait par d'autres pays de la région comme le Chili, le Brésil ou le Paraguay, selon la CEPALC (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes) ; l'irresponsabilité des banques qui même en cas de pandémie ont continué à faire des affaires avec les Leliqs (*Letra de Liquidéz del Banco Central* : un prêt de la Banque centrale aux banques pour une semaine) et ont eu des revenus totaux situés à hauteur de 27 millions de pesos par heure.

Les raisons pour lesquelles l'économie, en décembre 2019, fait face à une chute brutale (12,1 % selon le Projet de budget 2021) - avec une pauvreté qui touchera une personne sur deux - et à un étranglement du dollar, ne doivent pas être recherchées dans de faux dilemmes tels que « 10 % de pauvres en plus ou 100 000 morts » (une version ajournée du dilemme « Économie contre Santé » qui condense le programme économique des employeurs pour faire porter aux travailleurs le poids de la crise économique), mais plutôt sont une conséquence de cette orientation économique-politique ininterrompue.

Le but est de recréer l'illusion qu'il est possible de renégocier avec le FMI sans supporter les conséquences d'un ajustement structurel ou sans mettre en œuvre des mesures qui reformulent de manière régressive différents aspects de la relation entre le capital et le travail (réformes du travail, des retraites ou de la fiscalité). Les termes de la négociation pour la restructuration du prêt stand-by contracté par le gouvernement Macri sont encore inconnus, mais le FMI est loin d'assumer ses responsabilités dans la catastrophe engendrée. Et, au moins, on peut espérer que le remplacement de Christine Lagarde (passée à la BCE) par Kristalina Georgieva [directrice depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2019, antérieurement directrice de la Banque mondiale de 2017 à 2019 ; Bulgare, elle a fait ses études au Haut institut d'économie Karl Marx (sic) à Sofia] n'entraîne pas de revendications plus importantes.

Dans ce cadre, un autre chapitre est ouvert l'envoi récent, après six mois de report du traitement au Congrès, de l'impôt aux grandes fortunes. Le Front de Gauche a présenté son projet en avril pour apporter une réponse immédiate à l'urgence sanitaire, économique et sociale par le biais d'une taxe qui frapperait les plus riches et ceux qui ont gagné le plus, comme les banques et les propriétaires terriens. Et cela en établissant clairement la destination des fonds collectés pour les besoins sociaux les plus urgents et en prévoyant un mécanisme de contrôle des travailleurs afin de ne pas laisser l'utilisation des ressources à la discrétion du pouvoir exécutif, de sorte qu'ils entrent par une fenêtre et sortent par l'autre. La revue du projet officiel a eu lieu immédiatement après la clôture du chapitre avec les détenteurs d'obligations externes, comme Martín Guzmán l'avait demandé pour négocier. Ce projet non seulement est arrivé en retard, mais il est insuffisant et laisse donc dans l'indifférence les « habituels misérables », mais son examen se déroule en parallèle - comme l'a proposé Nicolas del Caño [député fédéral depuis 2017, membre de la direction du Parti des travailleurs socialistes] - avec la présentation d'un budget d'ajustement structurel pendant que les dollars sont collectés pour payer la dette.

## Surmonter les restrictions

Le budget 2021 met en relief plusieurs des contradictions qui doivent être résolues par un équilibre délicat dans les appels d'offres au sein des fractions du capital. Entre autres questions. Combien de temps encore ce taux de change ne pourra-t-il être maintenu qu'avec des restrictions plus importantes de la demande de dollars ? Qu'arrivera-t-il à l'inflation lorsque la suspension des taux et des loyers prendra fin et que les effets d'une forte émission monétaire commenceront à se faire sentir ? Le ministre Martin Guzmán a admis dans sa présentation au Congrès que ses projections inflationnistes « pourraient échouer ». De même, quel sera le moteur de la « voie de la croissance » promise par le ministre ?

Alors que la rhétorique officielle est de « partir du bas », à combien s'élèvera « l'ajustement » des retraités à la nouvelle mobilité de la sécurité sociale ? Qu'arrivera-t-il à « l'armée » de millions de travailleurs de l'informel qui n'ont plus d'emploi et ne recevront plus le revenu familial d'urgence ? Mais surtout, la question du rythme de la pandémie a été « résolue » d'un seul coup de plume en supprimant les 734 239,2 millions de pesos du Fonds Covid-19, alors qu'il est probable qu'elle se prolongera au moins jusqu'au premier trimestre 2021. Que se passe-t-il si les taux d'élimination du virus sont plus lents, même avec un vaccin ?

En même temps, le budget est une déclaration honnête selon laquelle le gouvernement ne réserve qu'une lente agonie pour la classe ouvrière et une crise qui va durer plusieurs années. Selon le projet officiel, la reprise sera lente. Le PIB croîtra (dans le meilleur des cas) de 5,5 % en 2021, de 4,5 % en 2022 et de 3,5 % en 2023, c'est-à-dire qu'il ne reviendra au niveau de la catastrophe de 2019 ou, ce qui revient au même, au niveau de l'année 2012 que dans trois ans. Une véritable décennie perdue. De plus, rien ne garantit que les quelques améliorations de la croissance atteindront les secteurs les plus paupérisés de manière plus urgente : pourquoi les budgets ne prévoient-ils pas d'estimation de la réduction de la pauvreté, de l'emploi au noir, du manque de logement d'année en année ?

Mais pour revenir au début, la principale contradiction qui apparaît au gouvernement est la nécessité de thésauriser des dollars. Comme l'a récemment souligné Pablo Anino, « le budget prévoit des soldes positifs dans le commerce extérieur : la différence entre ce qui est exporté et ce qui est importé aboutirait à un solde total favorable de 60 milliards de dollars US entre 2020 et 2023. Comment expliquez-vous un tel solde positif et une telle limite à la croissance en raison d'une pénurie de devises étrangères ? Le sablier a déjà été tourné : le temps presse pour accumuler des réserves jusqu'au moment où les paiements les plus forts de la dette commenceront à partir de 2024/2025 ».

Les causalités sont donc inversées : le solde du dollar cesse d'être le résultat d'une croissance économique qui entraîne un besoin accru d'importations (qui augmentent en raison de problèmes structurels non résolus), et devient le point de départ qui « restreint » la croissance. En d'autres termes, la clé est l'« engagement » de lever des fonds pour les futurs paiements de la dette. Ensuite, nous nous demandons où se trouvent ces dollars manquants.

L'« allègement » que Martin Guzmán a proclamé proviendrait de la renégociation de la dette. Sans même l'étudier, elle pourrait à nouveau se transformer en une tempête, assez vite. Le sentiment que ce bateau « dans lequel nous sommes tous » (mais où la plupart rament et quelques-uns boivent du champagne) est à la dérive n'est qu'une apparence. Alors que le gouvernement se limite à administrer la décadence, le gouvernail est aux mains de ceux qui imposent des « restrictions » de classe : si l'appropriation de l'excédent en Argentine continue d'être effectuée en faveur des spéculateurs de la dette, des transnationales et des grandes entreprises locales afin d'extrader leurs

profits, il n'y aura pas d'excédent commercial pour résoudre les pénuries permanentes de dollars et les crises extérieures. Par conséquent, pour surmonter les « restrictions » qui condamnent le retard et la dépendance - et des millions à la misère -, il faut inverser les priorités en faveur des grandes majorités. Cela doit commencer par la prise en mains concentrée des principaux leviers de l'économie, la gestion des devises générées par les exportations en fonction des besoins sociaux grâce à un monopole d'État sur le commerce extérieur, la nationalisation des banques en une seule banque d'État pour empêcher la spéculation et la fuite des capitaux et le mépris souverain de la dette étrangère, illégale et illégitime.

**Article initialement publié sur le site [Ideas de Izquierda](#), le 27 septembre 2020. Traduit et publié par [A l'Encontre](#).**